

Enterprise Guidance in Eastern Europe. A Comparison of Four Socialist Economies, par DAVID GRANICK. — PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 1975, 500 p.

André Joyal

Volume 52, numéro 3, juillet-septembre 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800688ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800688ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1976). Compte rendu de [*Enterprise Guidance in Eastern Europe. A Comparison of Four Socialist Economies*, par DAVID GRANICK. — PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 1975, 500 p.] *L'Actualité économique*, 52(3), 403–406.
<https://doi.org/10.7202/800688ar>

Enterprise Guidance in Eastern Europe. A Comparison of Four Socialist Economies, par DAVID GRANICK. — PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 1975, 500 pages.

Tous ceux que le fonctionnement de la planification socialiste intéresse trouveront dans cet ouvrage une somme d'informations imposantes. Le sous-titre révèle davantage le contenu que le titre principal, car même si l'auteur situe l'entreprise au centre de son étude, l'ensemble dépasse de beaucoup l'organisation des unités de production. Pour chacune des entités économiques étudiées, l'auteur donne une description générale permettant de bien situer le lecteur dans le contexte actuel en prenant bien compte de la dimension historique. Il a bien su profiter de la riche documentation mise à la disposition des économistes occidentaux sous la forme de revues scientifiques traduites en anglais comme *Vista Economica*, *Economica Polona*, *Acta Economica*, *New Hungarian Quarterly* pour ne nommer que quelques revues économiques publiées respectivement par la Roumanie, la Pologne et la Hongrie. Auxquelles publications il faut ajouter les annuaires statistiques également publiés en anglais. A ces informations s'ajoutent également tous les articles d'économistes, socialistes ou non, que l'on trouve dans les revues spécialisées comme *Soviet Studies*, *Economic Problems*, *La Revue de l'Est*, etc. Cette abondante documentation ajoutée aux informations directement prélevées auprès de responsables économiques d'entreprises de quatre pays, qui se distinguent par le degré de décentralisation du pouvoir économique, donnent une bonne idée de la problématique que représentent deux options que l'on a peut-être trop rapidement tendance à mettre en opposition, à savoir le socialisme centralisé et le socialisme décentralisé. En effet, si la littérature économique est riche en documentation sur l'une ou l'autre des deux voix que peut adopter le socialisme, je ne peux oublier ces paroles que me confiait le président de l'Institut Planowania de Varsovie en affirmant qu'il n'y a pas de choix théoriques fondamentaux à adopter concernant l'une ou l'autre des stratégies puisque ce sont les faits économiques et historiques qui influencent l'orientation d'une politique économique. Il faut mentionner que mis à part les dernières lignes de son livre, l'auteur n'entre pas dans le débat. En se rapportant, dans un ordre décroissant de centralisation, à la Roumanie, à la République démocratique allemande, à la Hongrie et à la Yougoslavie, il se contente de situer les faits à la lumière des réformes économiques adoptées par ces différents pays.

L'intérêt de ce livre réside dans le fait qu'il constitue plus qu'une simple juxtaposition d'informations sur l'un ou l'autre des pays considérés. Il s'agit vraiment d'une étude comparative où l'accent est mis sur les interrelations qui se dégagent du processus décisionnel à l'intérieur de la hiérarchie administrative. L'auteur cherche avant tout à situer l'évolution du fonctionnement administratif à la lumière des changements parfois radicaux survenus depuis une dizaine d'années.

C'est en ayant recours à une méthode éprouvée pour les fins d'un ouvrage précédent que l'auteur a recueilli ce qui, pour lui, constitue l'essentiel de sa recherche. En interviewant des responsables haut placés

au sein d'entreprises ou d'associations d'entreprises — à partir d'un échantillon restreint allant de quatre à onze suivant les pays — il est parvenu à obtenir les informations requises pour compléter ou vérifier la documentation consultée. Hors de tout doute l'expérience de l'auteur sur la gestion d'entreprises ou des grands ensembles industriels lui a été d'un apport très précieux. La période considérée s'étend de 1970 à 1971. Il est regrettable que l'auteur n'ait pu ajouter à son échantillon l'expérience polonaise où, depuis 1973, on a mis sur pied des « organisations pilotes » dotées d'une relative autonomie. Le cadre analytique repose sur l'évaluation de l'efficacité de l'appareil administratif et sur les stimulants économiques où les récompenses suivant les performances. On trouve donc comme variables des éléments comme les indicateurs économiques, les primes, le cheminement de la carrière du personnel administratif et les inégalités dans la répartition des revenus. Il est bien difficile de rendre justice au texte de ce volumineux travail en résumant son contenu en quelques lignes. C'est pourquoi il ne faudra considérer les références à chacun des pays faisant l'objet de l'étude que comme des précisions sur ce qu'a retenu l'attention de l'auteur (et du commentateur) — *La Roumanie* : ce pays reconnu par l'orthodoxie de sa politique intérieure aurait, aux dires de l'auteur, sur certains aspects une gestion plus centralisée que l'URSS elle-même. L'accent est mis sur le fonctionnement des « centrales » qui sont de grandes unités de production comprenant en moyenne 8,000 employés. L'auteur y a observé qu'en vertu du faible pouvoir de décision dévolu aux dirigeants de ces grandes entreprises et par suite de la faible importance des primes en relation avec le revenu habituel on ne trouve pas ce comportement caractéristique des managers soviétiques qui, comme on le sait, minimisent toujours le potentiel de production de leur entreprise afin de se mériter plus facilement les fameuses primes. En fait, les décisions qui incombent au personnel administratif concernent davantage les aspects techniques que les options économiques. On trouve donc une indolence certaine à laquelle les autorités politiques souhaiteraient remédier. C'est à suivre.

La R.D.A. : on a ici le pays le plus industrialisé des quatre. Son type de gestion économique le situerait, selon l'auteur, dans une position intermédiaire entre l'Union Soviétique et la Hongrie. Position qu'elle partagerait ainsi avec la Pologne. L'attention de cette partie est centrée sur le « nouveau système économique » qui a été mis en branle en 1967. Un peu comme son homologue hongrois — le « nouveau mécanisme économique » — cette réforme faisait du profit le principal indicateur de succès. Et la mise en opération de certains mécanismes de marché devait contribuer à faciliter l'optimisation des performances économiques des entreprises. On accorda par le fait même une plus grande autonomie, par le biais d'un assouplissement de la planification, aux entreprises ou aux « kombinat ». Ces dernières grandes unités de production qui semblent être plus ou moins l'équivalent des « centrales » roumaines ou des « wog » polonaises, sont des complexes industriels presque entièrement limités à l'industrie lourde et regroupent un certain nombre d'entreprises dans une région donnée. Déjà, au moment de l'étude de l'auteur, le « nouveau

système économique » était remis en question à la faveur d'une recentralisation, l'auteur précise qu'à la lumière de la documentation existante il est difficile de percevoir le degré de latitude dont peuvent bénéficier les entreprises suite à cette contre-réforme.

La Hongrie : voilà, à mon avis, le pays le plus intéressant à étudier. En 1968, sous l'influence d'éminents économistes que sont les Rezno Nyers, Bela Csikos-Nagy et Jozef Bogнар, le pays adoptait une réforme économique que l'on a appelée « nouveau mécanisme économique » en ménageant la susceptibilité soviétique. Il s'agissait d'une réforme globale qui limitait l'intervention étatique au niveau des grandeurs macro-économiques. Le plan ne devait donc prendre qu'un caractère indicatif. En réalité, comme le remarque l'auteur, il y a une différence entre la théorie et les faits. Si, sans adopter un type de « socialisme de marché » à la yougoslave, on voulait néanmoins favoriser un plus grand recours aux relations de marché, l'auteur, avec pertinence — en vertu d'une grande concentration industrielle — fait observer que l'on est en présence essentiellement d'un marché de vendeurs. Et que si la rentabilité est en théorie la condition *sine qua non* d'existence des entreprises, cette exigence n'est pas vérifiée par les faits. La législation se rapportant « au droit au travail » est un facteur qui limite la fermeture d'entreprises non rentables et qui survivent grâce aux subventions.

L'auteur cite sans conviction une déclaration voulant que le N.M.E. serait remis en question si le taux d'inflation devait atteindre les 3%. Or, c'est bien ce qui se passe actuellement alors que l'on s'interroge beaucoup sur les raisons et les conséquences d'un taux d'inflation qui, en 1975, devait atteindre 3.6%. Si certains y voient une explication dans l'augmentation du prix des matières premières, d'autres considèrent que c'est le résultat d'un assouplissement dans les mécanismes de contrôle. Je suis d'accord avec l'auteur quand il s'en prend à l'existence d'un type d'administrateurs, vestige de l'époque qui a précédé la décentralisation. La présence d'une aversion pour le risque et une tendance de rechercher continuellement des directives auprès des instances supérieures ne sont pas des caractéristiques susceptibles de favoriser la bonne marche d'une économie socialiste décentralisée. Néanmoins, le chemin parcouru depuis l'après-guerre (38% du potentiel économique ayant été dévasté par les Nazis) m'amène à juger un peu trop sévères les remarques de l'auteur sur les performances de l'économie hongroise en général. C'est un chercheur bien en vue de l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences qui me disait que sans le socialisme la Hongrie serait toujours un pays sous-développé.

La Yougoslavie : comme on le devine, ici, ce sont les questions se rapportant à l'autogestion qui trouveront certaines réponses. Celles-ci étant plus ou moins remises en question depuis quelques années, l'auteur fait le partage entre les mythes et la réalité. Tout en situant de façon assez précise à la fois l'étendue et les limites de la participation des travailleurs aux décisions des entreprises, l'auteur ne manque pas de soulever les problèmes que signalent, d'ailleurs, les économistes orthodoxes des pays « frères » ; l'inflation, le chômage, l'immigration, le déficit de la balance des paiements et quoi d'autre ? Comme il le fait remarquer avec pertinence, un pays

aussi diversifié sur le plan ethnique et géographique peut-il gérer autrement son économie ?

Le fait que cet ouvrage ait un caractère essentiellement descriptif peut limiter son intérêt, compte tenu qu'au moment de sa publication beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts qui recouvrent le Danube. Néanmoins, par les informations et les réflexions qu'il contient beaucoup de problèmes ont été identifiés, ce qui ne peut qu'être utile pour ceux qui veulent « changer le système ». On peut donc dire qu'il peut être joint aux très bons livres publiés sur le sujet depuis quelques années.

En conclusion générale, l'auteur s'interroge sur l'avenir du *market socialism* en faisant allusion à l'œuvre de Ludwig Von Mises qui, dans les années 1920, dans un article demeuré célèbre, avait conclu à l'impossibilité du calcul économique en économie collectiviste. Faut-il croire que, selon lui, les faits donnent davantage raison à l'économiste de l'École néo-autrichienne qu'aux Lange, Taylor, Allais, Dobb, Dickenson, Lerner pour ne nommer que quelques-uns parmi ceux qui ont cherché à démontrer qu'il n'y avait pas de contradiction entre le socialisme et la recherche de l'optimum économique ? Le socialisme décentralisé est encore bien jeune pour se permettre de le juger avec sévérité. Quant à ses désavantages évidents, ne peut-on pas considérer qu'ils sont plus que compensés par ses avantages ? Me permettra-t-on de terminer par une banalité : il n'y a pas de système parfait.

André JOYAL,
*Université du Québec
à Trois-Rivières*